



Association France Palestine Alsace

Guy Peterschmitt - Président
1, rue des oies
68000 COLMAR
Tel : 07 86 00 53 11



afps.alsace.solaire@gmail.com
Face book : <https://www.facebook.com/AFPS68>

Mission Palestine Avril 2016

Mireille, Irène, Christian, Romuald, Elise, Sabine

Chroniques

Date	Lieu
03/04/2016	Arrivée à Jérusalem
04/04/2016	Vallée du Jourdain
05/04/2016	Saint Jean d'Acre/Nazareth
06/04/2016	Nazareth
07/04/2016	Naplouse
08/04/2016	Tulkarem
09/04/2016	Ramallah
10/04/2016	Jérusalem
11/04/2016	Le Neguev
12/04/2016	Bethléem
13/04/2016	Wadi Fukin - Hébron

03/04/16 : Arrivée à Jérusalem

Une nouvelle mission AFPS Alsace de 6 personnes se déroule actuellement en Palestine. Partis le dimanche 3 avril, nous sommes passés assez facilement à l'aéroport Ben Gourion, malgré les contrôles renforcés, mais nous avons eu droit à deux fouilles préalables à l'aéroport de Mulhouse / Bâle.

Nous avons débuté par une promenade dans la Vieille Ville de Jérusalem et constaté que des Israéliens se déplaçaient équipés d'une protection particulière contre d'éventuelles attaques à l'arme blanche. Notre soirée s'est agréablement terminée par une rencontre avec un prêtre de notre lieu d'hébergement, la maison d'Abraham. Ce dernier nous a fait part de ses inquiétudes devant la progression de la colonisation dans la vallée de Silwan :

- Deux maisons détruites la semaine passée en guise de punition collective après que des gamins ont jeté des pierres ;
- Deux maisons ont été volées par des colons israéliens au prétexte que les Palestiniens, qui occupent les lieux depuis 1948, ne pouvaient pas présenter de titre de propriété ;
- Les fouilles archéologiques, dictées par des considérations plus idéologiques que scientifiques, se poursuivent dans le prolongement du cimetière et

de la cité de David pour retrouver des traces éventuelles de la présence juive mille ans avant notre ère. Malgré l'absence de résultats, les pseudo-archéologues israéliens continuent à dégrader les vestiges romains et byzantins.

- Le projet d'aménagement d'un grand parking, destiné aux cars de touristes, et futur point de départ de lignes téléphériques vers le Mont Sion et le Mont des Oliviers, renforce les menaces qui pèsent sur le quartier de la vallée de Silwan.

Ce prêtre s'étonne également de la complaisance du Consulat, qui accepte de signer des attestations permettant à des Franco-Israéliens, récemment installés en Israël, de continuer à percevoir des allocations familiales françaises et de bénéficier des prestations sociales.

Il souligne également l'importance et l'efficacité des actions de type BDS, qui inquiètent réellement le gouvernement israélien.



04/07/16 : Vallée du Jourdain

La journée est consacrée aux problématiques de la vallée du Jourdain et de la Judée.

Avant même d'arriver sur place, nous apprenons la destruction d'un campement de bédouins par Tsahal (tanks et soldats).

Après la visite du monastère Saint Georges de Kosiba, nous avons rencontré l'association Jordan Valley Solidarity qui nous a accueillis avec un succulent repas traditionnel. Rachid travaille à maintenir les citoyens palestiniens sur leurs terres, malgré la pression croissante de la colonisation, à travers différents projets : la réhabilitation d'infrastructures (deux cliniques, cinq écoles dont deux ont déjà été détruites par Israël, ...). Il organise également des animations théâtrales. Surtout, l'association s'efforce de répondre aux besoins en eau des habitants et des exploitations de la région qui doivent faire face au vol systématique de ces ressources (creusement de puits, de réservoirs pour l'usage exclusif des colonies, de stations de pompage) par les colons et l'armée. Elle a créé, ainsi, cinq lignes d'irrigation. L'association constate que la convention de Genève, les Droits de l'Homme, les Résolutions de l'ONU sont constamment bafoués dans la vallée du Jourdain. Toutes ces exactions de Tsahal s'inscrivent
Demain départ aux aurores pour Nazareth.

dans un plan réfléchi, visant à vider la vallée de sa population palestinienne et aboutira à la construction d'un mur d'environ 350 km de long à l'est de la Cisjordanie pour réserver ces territoires et leurs richesses aux colons israéliens.

Nous rencontrons aussi Muffak et Almine qui ont créé une association pour promouvoir une agriculture biologique et qui soutiennent une exploitante qui s'est lancée dans la production de café à partir de noyaux de dattes torréfiés.

Sur le chemin de Jéricho, alors que nous allons visiter le palais d'Hisham, nous rencontrons deux colons israéliens armés jusqu'aux dents au milieu d'enfants palestiniens. Situation banale en Cisjordanie...

Aujourd'hui, le Times de Jérusalem annonce que le frère du bébé Ali, 18 mois, fils de Riham et de Saad, brûlés vifs dans l'incendie de leur maison, dans le village de Duma, l'été dernier, a été arrêté sur l'accusation d'appartenance présumée au Hamas. Sans commentaire...



05/04/16 : Saint Jean d'ACRES

La journée a débuté de bonne heure puisque nous étions attendus à Saint Jean d'Acre.



Après la visite des exceptionnels jardins Bahaïs de Haïfa, nous avons rejoint Ahmad, un ancien élu de Saint Jean d'Acre, qui continue à s'investir dans des actions sociales et militantes en faveur des populations arabes de la ville. En effet, si les Arabes ne représentent que 40 % de la population de Saint Jean d'Acre, ils sont concentrés dans la vieille ville, composée à 95 % de Palestiniens arabes.

Ahmad nous explique que depuis que la ville est classée au patrimoine de l'Unesco, la politique municipale israélienne a fondamentalement changé :

- Le prix du foncier a explosé du fait des investissements dans le tourisme (hôtels, commerces, ...) aux dépens des plus pauvres.
- Le projet de transformation de deux anciens caravansérails en hôtels serait le prétexte à l'évacuation de trente familles et à la destruction de leur quartier.
- Un autre quartier arabe, d'abord laissé à l'abandon et à la délinquance, a été réhabilité pour y loger des étudiants. Alors que le projet initial prévoyait d'accueillir juifs et arabes, la municipalité a choisi d'y installer exclusivement des étudiants juifs, à titre gracieux et en les dotant d'une bourse annuelle, en espérant ainsi favoriser, dans une deuxième phase, l'installation de familles juives.
- En outre, le gouvernement a même envisagé la construction d'une ville nouvelle, à 7 km de Saint Jean d'Acre, pour y faire vivre 40 000 Arabes qui viendraient de la vieille ville.

Ahmad explique que seules les actions de résistance collectives aboutissent et il nous cite quelques exemples :

- Treize familles menacées d'expulsion ont ainsi obtenu que la justice reconnaisse leur droit de maintien dans les lieux et la possibilité de devenir propriétaires de leur logement, après une mobilisation citoyenne de 76 jours devant l'immeuble. Rappelons que les occupants actuels des logements sont souvent des réfugiés arrivés en 1948, qui ont pris possession, sans titre de propriété, des logements abandonnés par les Palestiniens au moment de la Nakba. L'Etat d'Israël ayant confisqué la totalité de ces logements, qu'il gère par l'intermédiaire de la municipalité depuis cette époque, les populations arabes ont dû recourir à la justice pour obtenir le droit de devenir propriétaire. Même les titres de propriété datant du mandat britannique ne sont pas reconnus par l'Etat israélien aujourd'hui.
- Une plainte devant le Ministère de l'Education Nationale a permis l'ouverture d'une deuxième école pour les enfants des quartiers qui s'entassaient à 40 par classe jusque-là. Et la lutte continue pour une troisième école.
- Constatant qu'une crèche, initialement destinée à la vieille ville et financée dans le cadre d'un jumelage avec une ville française, a finalement été construite dans un quartier bourgeois au seul bénéfice de la population juive, les populations arabes se sont mobilisées pour attirer l'attention d'une autre commune française dont le projet risquait également d'être dévoyé.



Y aurait-il une politique d'épuration ethnique à Saint Jean d'Acre ?

Avant de nous quitter, Ahmad, très spontanément nous a remerciés pour nos actions militantes et encouragé la campagne BDS.

06/04/16 : Nazareth

La situation de Nazareth, plus grande ville arabe d'Israël, est assez singulière : dans les années 1960, les autorités israéliennes ont confisqué à la commune 5500 hectares pour donner naissance à une ville juive, Nazareth Illit (50 000 habitants), ne laissant au final que 2000 hectares aux quelques 90 000 habitants arabes. Le maintien arbitraire de deux communes permet ainsi aux populations juives de ne pas être administrées par une municipalité arabe. En revanche, partout où les populations juives sont majoritaires, le Ministère du Gouvernement Local israélien fusionne les communes pour les confier à une Municipalité juive.



Ce matin, après la visite de l'église de l'Annonciation, nous sommes reçus par Youssef DJEBAHIN, député de la Liste



commune, qui nous présente le combat engagé par son groupe d'élus contre une cinquantaine de lois discriminatoires. Ce chercheur, qui a enseigné les Droits de l'Homme à l'Université, dénonce le fait que les habitants arabes d'Israël restent considérés comme des « citoyens de seconde zone ». Comme tous les députés de son groupe, il s'inquiète d'un projet de loi totalement antidémocratique, actuellement en cours de discussion à la Knesset, qui permettrait au groupe majoritaire à l'Assemblée d'exclure les députés de la minorité politique. Trois députés de la Liste commune sont ainsi directement inquiétés pour avoir demandé publiquement que

les corps de jeunes « martyrs », ayant participé à « l'Intifada des couteaux », soient rendus à leur famille pour qu'ils obtiennent une sépulture.

Un peu plus tard, nous avons rendez-vous avec Kamal, qui préside le syndicat Histadrut dans la région de Nazareth. Il nous présente son organisation syndicale, avant d'attirer notre attention sur la précarité des populations arabes en Israël, qui sont quatre fois plus frappées par le chômage que leurs concitoyens juifs. En effet, à Nazareth comme ailleurs, les autorités israéliennes utilisent la fiscalité et des subventions pour concentrer les investissements sur les communes juives, comme Nazareth illit, aux dépens des populations arabes. Là où le syndicat est dirigé par le Parti communiste israélien, comme à Nazareth, les travailleurs arabes sont défendus par la Histadrut. Ailleurs, c'est encore plus compliqué pour eux. Avant de nous quitter, Kamal nous rappelle que nous pouvons nous aussi faire pression sur le gouvernement israélien, à travers la campagne BDS.

Dans le souk de Nazareth, nous rencontrons un jeune homme de 81 ans, Abu Arab, chassé de son village de Saforia alors qu'il n'avait que 13 ans par la Nakba. Il nous confie que, petit, s'il rêvait de voir son école s'effondrer, il a longtemps prié après 1948 pour enfin pouvoir y retourner. Il est fier que ses enfants et ses petits-enfants restent attachés à sa terre de Saforia et précise qu'il ne se bat pas contre les Juifs, mais pour qu'une paix juste leur permette un jour de vivre à nouveau ensemble.





Après le repas, nous nous rendons dans l'un des 503 villages détruits par Israël en 1948, Ma'lul, presque entièrement encerclé par un camp militaire israélien. Comme beaucoup d'autres à cette époque, les habitants de Ma'lul ont été évacués pour d'obscures raisons de sécurité. Cela devait durer 5 jours mais cela fait 68 ans qu'ils vivent réfugiés à quelques kilomètres de leur village.

Cette longue journée se termine enfin par la présentation d'Imma'a Association, qui cherche à mobiliser les jeunes par des activités culturelles et d'éducation populaire. L'objectif d'Emad, son directeur, est à la fois de pallier les défaillances de l'Etat et de ne pas abandonner la jeunesse au désœuvrement. Et d'énumérer quelques-unes des activités proposées, depuis les petits travaux réalisés au profit de la population jusqu'à la transmission de la mémoire des villages détruits, en passant par la plantation d'oliviers. L'Association apporte également son soutien aux familles, originaires de Gaza, qui viennent soigner en Israël leur enfant atteint d'un cancer : si les soins sont pris en charge par l'Autorité palestinienne, l'Association finance pour sa part les déplacements et l'hébergement d'un parent pour lui permettre d'accompagner son enfant et soutient la famille dans ses démarches administratives. C'est convaincus par la qualité du travail d'Emad que nous décidons d'adhérer à son association !



07/04/16 : Naplouse

Nous sommes réveillés ce matin par un très beau défilé, costumé, au rythme des cornemuses, qui constituent sans doute un héritage de l'occupation britannique.



Après Nazareth, notre retour en Cisjordanie – direction Naplouse – s'avère compliqué en raison des délices de l'Occupation : nous sommes arrêtés au premier checkpoint par 8 jeunes militaires armés jusqu'aux dents qui nous font patienter une demi-heure avant de nous expliquer que la

route est aujourd'hui fermée aux touristes. Le second checkpoint est également fermé, et nous devons nous rabattre sur un troisième point de passage. Bilan : nous avons perdu une heure et sommes en retard. Nous passons à proximité de Qalquilya entourée de murs, de barbelés et de différents dispositifs de sécurité (capteurs électroniques de mouvement, une bande de sable pour relever d'éventuelles traces de passage...). Nous sommes en zone C : au-delà des champs d'oliviers, des colonies surplombent chacune des collines. Comme la route du village palestinien de Kofr Kdum a été fermée par la colonie de Kdumin, nous sommes condamnés, comme tous les Palestiniens, à faire un détour de trois quarts d'heure pour entrer dans Naplouse.

Naplouse domine une région de 400 000 habitants, dont 200 000 pour la ville elle-même. L'église de la Samaritaine, haut lieu de la résistance palestinienne à Naplouse dont le prêtre (représenté sur une mosaïque



de la façade) a été lui-même tué en 1979, porte encore les traces du bombardement de 2002, qui a fait suite à la deuxième Intifada. A 300 mètres en contrebas se trouve le tombeau de Joseph, lieu saint revendiqué par les colons extrémistes qui s'y rendent pour prier sous la protection de l'armée. Les

affrontements sont fréquents. La veille de notre visite, un millier de colons et de militaires ont ainsi provoqué de nouveaux incidents débouchant sur 4 blessés et une arrestation, côté palestinien il va sans dire !

Nous sommes attendus au nouveau camp d'Askar, situé à proximité du grand camp de Balata (27 000 réfugiés sur 2.5 ha), par Nasser, un travailleur social et membre bénévole de l'Association qui anime le camp, lequel reste sous la responsabilité de l'UNRWA (une agence de l'ONU). L'Association développe de nombreuses activités : un jardin d'enfants pour les plus pauvres, les enfants handicapés et les filles et fils de prisonniers et de martyrs. Elle organise également des voyages en Europe et organise des spectacles de danses folkloriques. Nasser nous présente quelques bénévoles et des enseignantes qui travaillent avec les enfants. Des cartes et des dessins représentent sur les murs la Palestine d'avant 1948, des oiseaux et le petit Andala, symbole de la résistance palestinienne. Avant de nous présenter un film regroupant des témoignages d'habitants d'Askar sur la réalité de ce qu'ils vivent (pauvreté, chômage, déshérence de la jeunesse), nous visionnons le clip d'un jeune rappeur franco-algérien, interdit durant 10 ans d'entrée sur le territoire israélien, pour avoir mis en scène des réfugiés chantant la paix. Nasser nous guide à travers les venelles du camp, où nous sommes surpris par les nombreuses affiches d'enfants martyrs (67 tués depuis 2000, 35 prisonniers dont 10 à vie et 11 maisons détruites). L'une de ces affiches représente un enfant tué de 15 balles le 23 novembre 2015 parce qu'il possédait un canif. Un autre enfant de 14 ans a été condamné à 14 ans de prison pour « faits de résistance active ». Des ordures jonchent le sol, reflétant le désinvestissement croissant de l'UNRWA. Pour de nombreux réfugiés, l'agence de l'ONU apparaît à bien des égards comme « le deuxième visage de l'Occupation ». Le camp s'estime chanceux puisqu'il bénéficie des soins d'un médecin pour 7000 réfugiés alors que le camp de Balata n'en compte que deux pour 27000 habitants. Le camp nous offre enfin un somptueux repas traditionnel : l'ozy.

L'après-midi, nous déambulons dans les rues de la Vieille ville à travers son magnifique souk, son caravansérail restauré. Plusieurs plaques commémoratives rappellent que la Ville a été attaquée à plusieurs reprises entre 2002 et 2004 et que 40 martyrs y ont perdu la vie. Sur le mur de la grande place Al-Toutah, un mot d'ordre reflète l'état d'esprit



de la ville : « Resist to exist ! ». C'est devant une part du kunafeh, le traditionnel gâteau de Naplouse, que nous nous rassemblons pour méditer sur cette devise.

Nous rentrons à l'hôtel pour y rencontrer deux jeunes étudiantes francophones, qui nous présentent rapidement le système universitaire palestinien, qui s'avère très cher malgré des prêts accordés par l'Arabie-Saoudite. La conversation devient très vite plus politique quand elles évoquent la troisième Intifada et quand l'une d'elles déclare : « Certains jours, je remercie Dieu qui permet que je sois là. Et d'autres jours, je me demande pourquoi je suis là ! ». Elles nous rappellent également que la libération de l'Algérie a pris plus de 150 ans et s'étonnent que l'on évoque la possibilité d'une cohabitation de deux Etats à travers une métaphore. Qui pourrait accepter d'être chassé de sa maison avant d'être autorisé à n'en occuper qu'une seule pièce ? Et encore, à titre



précaire... Quant à partir, ce qui est le souhait de nombreux jeunes et notamment de beaucoup de garçons, elles nous avouent que cela leur semble difficile pour elles compte tenu du nombre de pays qui limitent le port du hijab. Nous concluons cet entretien en évoquant la campagne BDS et Marwan Barghouti, qu'elles qualifient de « héros du peuple palestinien ».

A l'entrée de Tulkarem, nous passons à proximité de deux camps (l'un de 8 000 réfugiés, le second de 18 000 habitants). Le 5 avril 2002, après l'invasion par Tsahal, c'est au pied de cette ville agricole que débute la construction du mur : les habitants sont placés sous couvre-feu durant deux semaines, tandis que les travaux débutent sans en avertir la population. Nous visitons le site en présence de Fayez, l'ancien coordonnateur de l'Union syndicale des fermiers de la région de Tulkarem. Celui-ci nous raconte la confiscation de 150 hectares à l'occasion de cette construction, qui n'a pas suivi le tracé de la « ligne verte ». C'est sur ces terres volées qu'Israël a construit un vaste camp militaire et un checkpoint très important franchi chaque jour par dix à douze mille travailleurs palestiniens. Des contrôles, effectués à l'aide de scanners pourtant interdits par les Conventions internationales, s'y déroulent quotidiennement. Ces procédés ont abouti à l'annexion de 51 villages et de 73 000 habitants pour seulement 300 km de mur. Des maisons jugées trop proches du mur, comme à Pharaon que nous visitons, ont été détruites pour des « raisons de sécurité ». Fayez précise que deux d'entre elles ont été rasées récemment et que trois sont sous le coup d'ordre de démolition. Cela fait à peine une demi-heure que nous sommes sur le site que deux patrouilles israéliennes arrivent. Nous partons.

En 2002, trois villages de la région de Tulkarem, qui revêtaient une influence stratégique pour Israël (3 forages dans la nappe phréatique, une importance commerciale pour les produits agricoles...), avaient de même été annexés. Alors que les habitants ont porté plainte devant le Tribunal International de La Haye, Israël a dû restituer ces trois villages et déplacer le mur, non sans avoir auparavant détruit les 3 forages et 200 magasins. Nous nous arrêtons près de trois maisons situées près du mur : l'une a été en partie détruite pour laisser place au mur ; la seconde doit faire face à deux projecteurs installés face à la chambre



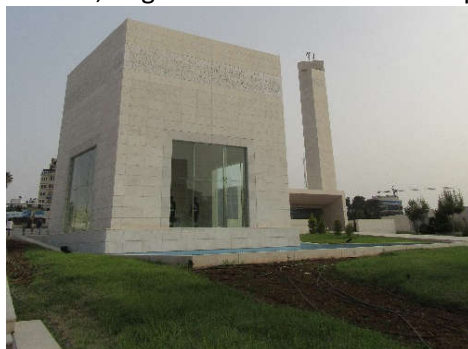
des enfants ;
sur le toit
plat de la
troisième,
les
Israéliens
ont imposé
un poste de
surveillance



Après
l'excellent
maklubé,
préparé par
Mouna,
l'épouse de
Fayez, nous
visitons leur
ferme, qui
résiste coincée
entre le mur et
une usine
chimique,
laquelle

déverse régulièrement ses effluents sur leur terrain. C'est en réaction à ces conditions difficiles que Fayez a converti sa ferme à des méthodes plus soucieuses de l'humain et de l'environnement. Il multiplie les expériences (méthanisation, aquaponie...) pour limiter sa consommation d'eau et d'énergie, avant de transmettre ses résultats aux étudiants palestiniens en agriculture. Sa ferme expérimentale accueille régulièrement des ingénieurs et des chercheurs internationaux en agronomie. Militant dans l'âme, sa démarche s'inscrit à la fois dans une résistance affirmée à l'occupation et dans une volonté d'innovation au service du développement agricole de la Palestine. Et de conclure sur ses difficultés sans pour autant se départir de son large sourire...

Nous rejoignons notre hôtel à Ramallah. Face au camp de réfugiés de Jalazone, une douzaine d'enfants, dont un cagoulé, jettent des pierres sur une quinzaine de militaires israéliens, qui bloquent l'entrée principale de Ramallah, laquelle conduit aussi à la colonie. Nous terminons cette journée par la visite du mausolée de Yasser Arafat, érigé sur les hauteurs de la capitale.



Comme Ramallah accueille la Conférence Nationale de BDS, nous choisissons de modifier quelque peu notre programme pour y assister.



Devant 400 personnes se déroulent deux sessions thématiques sur la lutte non-violente pour la justice et les droits et sur l'extension du mouvement BDS en Palestine et à l'étranger, en présence d'une trentaine de représentants associatifs, syndicaux et politiques. Nous devons partir avant la dernière session consacrée à l'évaluation de la « menace stratégique », que représente BDS pour le régime d'occupation. Lors de la Conférence, plusieurs membres, dont de nombreux internationaux, s'expriment à travers des messages vidéo provenant de Gaza, d'Afrique du Sud, d'Amérique latine ou encore des Etats-Unis. Nous intervenons brièvement lors de la séance de questions pour présenter la situation en France.

Après le repas, nous visitons le musée consacré au poète palestinien Mahmoud Darwish, qui a notamment rédigé en 1988 la déclaration d'indépendance de la Palestine, lue par Yasser Arafat à Alger en 1989.

C'est autour d'un thé à la menthe que nous rencontrons Mahmoud Ziadeh, secrétaire général de la Fédération des Syndicats Indépendants, qui nous brosse le tableau de la situation sociale en Palestine. Son syndicat soutient le vaste et récent mouvement qui a mobilisé les trois quarts des enseignants autour de la revalorisation des salaires et qui cherche par



ailleurs à se structurer indépendamment du syndicat majoritaire proche de l'OLP

La Fédération des Syndicats Indépendants lutte également contre la loi sociale, voulue par le gouvernement qui protégerait une partie des travailleurs et laisserait sur le bas-côté les femmes, les



agriculteurs, les chômeurs, les handicapés, les indépendants, les orphelins... Seuls 70 000 travailleurs sur 340 000 pourraient en réalité bénéficier d'aides sociales par ailleurs insuffisantes. Le syndicat lutte en revanche pour un système égalitaire qui protégerait l'ensemble des travailleurs et pourrait sans doute reprendre à son compte l'un des vers de Mahmoud Darwish : « Nous aussi nous aimons la vie quand nous en avons les moyens ».

10/04/16 : Jérusalem

Aujourd'hui, nous avons rendez-vous avec notre guide au checkpoint de Qalandya. Même si nous passons sans problème, l'attente, le mépris de la jeune soldate israélienne, qui attend une bonne minute avant de daigner s'intéresser au passeport que nous lui présentons, le regard supérieur avec lequel elle nous toise nous donnent un rapide aperçu des humiliations quotidiennes que subissent les Palestiniens du fait de l'Occupation.

Nous sommes attendus à Jérusalem-Est par Annah, de



l'association israélienne Emek Shaveh. Celle-ci nous décrit l'instrumentalisation à des fins politiques des fouilles archéologiques réalisées dans la vallée de Silwan par une association privée d'extrême-droite, Ela'ad. Elle nous conduit sur le site le plus

important, où des archéologues israéliens tentent coûte que coûte de démontrer, la Bible à la main, que les vestiges mis à jour appartiennent au Palais de David et datent du X^{ème} siècle avant notre ère. Et qu'importe si les seuls éléments datés scientifiquement -des sceaux appartenant à un personnage nommé dans la Bible et ayant vécu au VI^{ème} siècle- remontent à 4 siècles plus tard. Ce sont pourtant ces résultats contestables qui sont utilisés pour justifier les prétentions israéliennes sur le quartier de Silwan. Un peu plus loin, c'est avec les mêmes méthodes et les mêmes objectifs que des archéologues d'Ela'ad poursuivent des fouilles sur le site d'un ancien parking. A la recherche de traces de la civilisation juive antique, ils n'hésitent pas malgré l'absence de résultats probants à évacuer les strates byzantines et musulmanes (de l'époque omeyyade, fatimide ou mamelouk).

Ces deux sites archéologiques doivent accueillir à terme un vaste complexe touristique sous contrôle israélien avec un immense parking pour les bus, un funiculaire permettant l'ascension vers le Mont Sion ou le Mont des Oliviers et un centre commercial. Un rapide coup d'œil sur un plan montre que le projet a de plus l'avantage aux yeux des autorités israéliennes d'isoler du reste de Jérusalem le quartier arabe de Silwan (40 000 habitants). Dans le même esprit, le réaménagement des anciens égouts romains doit permettre

aux touristes de rejoindre les sites historiques de la Vieille ville, en évitant le quartier arabe, désormais invisible. On imagine aisément les conséquences d'un tel projet pour les petits commerces de Silwan.

Non contente de diriger des fouilles archéologiques politiquement orientées, l'association Ela'ad s'efforce de racheter les maisons arabes grâce à des intermédiaires, parfois palestiniens, et à des prête-noms. Des faux titres de propriété sont utilisés à l'occasion pour chasser les occupants arabes, qui sont le plus souvent des réfugiés de 1948 dépourvus eux-mêmes d'actes de propriété. Dans la vallée de Silwan, les maisons de colons, barrées d'un drapeau israélien sur toute leur hauteur, sont faciles à identifier. Et 88 maisons palestiniennes font l'objet d'un ordre de démolition. Tout se passe comme si « une politique de purification ethnique » était en cours dans le quartier de Silwan. Sur un mur, un vers de Mahmoud Darwich rappelle pourtant l'attachement des habitants à leur quartier et leur intention d'y rester : « Ma maison n'est pas une valise et je ne suis pas un voyageur ».



Le quartier de Silwan avec au sommet de la colline la forêt de pins de la maison d'Abraham



Les toits de vieille ville depuis l'hospice des autrichiens



niveau de la troisième station pour faire face à ce qu'il est convenu de nommer « l'Intifada des couteaux », a disparu, la présence militaire demeure très importante. De nombreuses familles de colons déambulent dans la Vieille Ville, encadrées par des hommes en armes. Nous sommes médusés devant un jeune enfant de 4-5 ans, qui rentre manifestement de l'école, un sac plus grand que lui sur le dos, avec ses deux gardes du corps.



La soirée se termine dans un bar, autour d'une taybeh, en présence de Samir, qui dirige le Département des Affaires sociales à l'OLP. Ce dernier nous dresse le tableau peu enthousiasmant de la situation politique en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, en commençant par rappeler que toutes les difficultés des Palestiniens ne découlent pas de la seule occupation. La division politique, les occasions manquées et le discrédit de l'Autorité Palestinienne ajoutent considérablement aux malheurs du peuple. Il se veut pourtant résolument optimiste devant l'élan de solidarité que les peuples du monde entier expriment à travers le mouvement BDS...

11/04/16 : Les bédouins du Néguev

Malgré notre départ aux aurores en direction de Be'er Sheva, nous sommes retardés par un contrôle renforcé au niveau de Qalandya. Des militaires contrôlent nos passeports dans le bus. Quarante kilomètres avant d'arriver, nous longeons la nouvelle usine de Sodastream, qui a quitté les territoires occupés suite aux actions BDS pour s'implanter dans le nord du Néguev.

Nous sommes rejoints par Fadi, militant associatif de la cause bédouine, qui nous guide et nous retrace l'histoire des bédouins dans le Néguev israélien. Depuis 1845, ceux-ci vivent en semi-nomades cultivant durant le printemps des terres fertiles proches de la bande de Gaza et nomadisant l'hiver. La propriété de la terre résultait alors de coutumes orales, reconnues par les Ottomans, les autorités britanniques et même par l'Agence juive d'investissement, qui acquiert elle-même des terres selon ces coutumes orales. En 1948, Israël

dénonce ce droit coutumier et s'approprie la totalité des terres. Les 112 000 habitants, qui vivent dans la région, font l'objet de mesures d'expulsion et doivent se réfugier en Jordanie essentiellement, et pour partie à Gaza. L'armée israélienne conduit les opérations qui donnent lieu à des mesures d'intimidation et à des exécutions. Jusqu'en 1966, la loi martiale s'impose dans la région. Même l'acquisition de biens de première nécessité dans des magasins gérés par l'armée fait l'objet de permis spécifiques. Les contrebandiers sont punis de mort. Notre guide compare cette politique à celle menée en d'autres temps par les Américains dans les réserves indiennes. Ce « nettoyage ethnique » aboutit à un effondrement de la population qui tombe à 12 000 habitants. La démographie des bédouins est néanmoins dynamique, et la population s'élève à ce jour à 250 000 habitants.



Alors que 100 000 bédouins vivent dans des villages à statut officiel, construits par les Israéliens dans les années 1970, la majorité s'est établie dans des « villages non reconnus » par l'Etat, sortes de bidonvilles privés d'eau courante et d'électricité.

Et ce alors même que ces bédouins ont la nationalité israélienne. Même les villages reconnus comptent parmi les plus pauvres d'Israël, en termes d'infrastructures et de services... Ces villages sont considérés comme des « townships ».

Toute la terre du Néguev étant propriété de l'Etat, qui refuse de leur vendre la moindre petite parcelle, les bédouins ne peuvent plus exercer une activité agricole. Toutes les terres sont exploitées par de grandes fermes israéliennes, fortement subventionnées et bénéficiant de nombreux services (eau, électricité) mis à disposition par l'Etat.

A partir des années 1970-80, dans un souci d'intégration, l'Etat israélien a incité les bédouins à effectuer leur service militaire. Sans grand succès. Actuellement, seuls 270 bédouins sur une population de



250 000 personnes servent sous le drapeau israélien. Par la suite, il a ouvert l'Université à la troisième génération de bédouins avec la volonté de rompre la continuité géographique et culturelle, qui unit les bédouins à Gaza et à la Cisjordanie.

Le plan Prawer, en cours d'adoption par le gouvernement israélien, a pour objet de redéfinir l'ensemble de ces dispositions. Sans moyens supplémentaires et en l'absence de concertations avec les populations, il a surtout abouti aux révoltes et aux manifestations de 2013. Aujourd'hui, rien n'est réglé. Fadi insiste sur l'apparition d'élites intellectuelles au sein de la population bédouine, capable de mener des combats juridiques grâce à une totale connaissance des lois israéliennes. Les bédouins ont par ailleurs mis en place un Comité régional qui, bien que non reconnu par l'Etat israélien, propose des mesures de développement, conformes à la loi israélienne. A ce jour, le gouvernement refuse d'en discuter. Plus grave, il a accéléré les destructions de villages et mis en place des mesures de sécurité, qui ont pris le relais de la loi martiale, sans améliorer les garanties démocratiques des bédouins. Nous visitons un des 46 villages actuellement menacés de destruction, puisque tous les recours juridiques ont été épuisés depuis la décision de la Cour Suprême de 2015.



Nous poursuivons notre périple à Lakiya par la rencontre de femmes, regroupées au sein de l'Association Sidreh d'éducation

populaire, qui soutient l'artisanat local, notamment dans le domaine du textile, lutte contre l'analphabétisme et forme juridiquement celles-ci pour qu'elles développent leurs activités économiques et retrouvent toute leur place au sein de la communauté bédouine. Le but est que chaque femme, qui se sent prête à agir, trouve sa place dans la société ! Sidreh s'enorgueillit que de nombreuses femmes soient parties à l'étranger pour présenter les activités et les productions de l'Association.

Le chemin du retour, en direction de Bethléem, nous interpelle : sur une dizaine de kilomètres, à hauteur d'Hébron, nous constatons le développement



massif de colonies, depuis de simples préfabriqués jusqu'à des villes entières bâties comme des forteresses au sommet des collines. Les militaires sont omniprésents, sous la forme de camps militaires, de multiples tours de contrôles, de caméras, de véhicules blindés, de sentinelles dans de petites guérites, et surveillent les différentes voies d'accès à Hébron. Une scène attire notre attention : quatre adolescents alignés, tenus en joue par quatre militaires abrités derrière un muret, se déshabillent pour obtenir le droit de rentrer chez eux

12/04/16 : BETHLEEM

Nous commençons la journée en longeant le Mur de Bethléem, et plus spécialement la partie qui entoure le tombeau de Rachel, laquelle est utilisée par les Palestiniens et les touristes pour s'exprimer : des graffitis, dont ceux très célèbres de Banksy, et des

slogans témoignent de l'humour et de la colère palestiniens : la rue est rebaptisée « Wall street » ou « Apartheid avenue », ou encore « Make hummus not walls ! ». On y trouve également des témoignages plus personnels sur les conséquences de cette guerre.



Nous continuons notre journée à la Marie de Beit Jalla, où nous sommes accueillis par un représentant de la Municipalité. Ce dernier nous décrit dans le détail le mécanisme de confiscation des terres agricoles, et l'isolement dans lequel se retrouve la population de la commune en raison du projet de développement du « Grand Jérusalem ». En effet, les autorités israéliennes

tendent de rattacher par tous les moyens les immenses colonies de Gush Atsyon et de Gilo à Jérusalem pour qu'à terme les populations juives soient plus nombreuses que les populations arabes. Et qu'il y ait une continuité territoriale des zones peuplées par les Israéliens.



Le combat juridique devant la Cour Suprême a donné lieu à un jugement nuancé : alors que celle-ci reconnaît que le tracé du Mur ne correspond pas à la « ligne verte », elle laisse toutes latitudes à l'Armée de poursuivre la construction du Mur pour de supposées

« raisons de sécurité ». Notre interlocuteur confirme que la stratégie juridique est vouée à l'échec tant que la justice sera rendue dans les territoires occupés par les tribunaux israéliens, et qu'elle laissera l'autorité militaire décider en dernier ressort.

Malgré une démographie dynamique, la population de Beit Jalla s'élève à 17 000 habitants et n'augmente plus du fait d'une émigration continue. La municipalité a perdu trois quarts de sa superficie : riche de 1450 hectares à sa naissance en 1912, elle s'est vue confisquer des terres par Israël d'abord pour la création d'une colonie, Gilo, puis par la construction de Mur, qui lui a fait perdre pas moins de 800 hectares. Elle ne compte plus que 432 hectares, dont 110 en « zone C » sous contrôle de l'Armée israélienne. Pour notre interlocuteur, la Palestine est devenue « la plus grande prison au monde ».

Actuellement, une nouvelle phase de construction du mur a démarré et devrait aboutir à la confiscation de nouvelles terres. 30 oliviers, vieux de plus de 2000 ans, ont été arrachés à cette occasion. Ni les protestations des habitants, ni les manifestations n'ont fait reculer les autorités israéliennes : 58 propriétaires sont directement impactés par la construction du Mur, et 400 familles perdront l'accès à leurs terres situées derrière celui-ci. Elles devront alors obtenir des autorisations militaires discrétionnaires pour continuer à accéder à leurs champs. Compte-tenu des contraintes (horaires imposés, refus arbitraires), beaucoup se décourageront et renonceront à leurs terres faute de pouvoir les exploiter dans de bonnes conditions. De même, alors même que la ville de Beit Jalla n'est située qu'à deux kilomètres à vol d'oiseau du centre-ville de Jérusalem, beaucoup d'habitants n'obtiendront jamais l'autorisation qui leur permettrait de s'y rendre.

Malgré l'avis de la Cour de Justice Internationale de La Haye en 2004, qui a déclaré illégale la construction du Mur, celle-ci se poursuit. Une vingtaine d'autres procès devant des institutions internationales sont actuellement en cours.

L'après-midi est consacrée à la visite de Bethléem, et plus particulièrement de l'église de la Nativité. Nous sommes accompagnés de Mustapha, qui nous sensibilise très vite à sa situation personnelle : il a perdu son travail d'expert-comptable en 2002 à la suite de la 2^{ème} Intifada et a dû se reconvertir en guide agréé. Il nous décrit ses difficultés au quotidien : les tours opérateurs israéliens, qui représentent 90 % de la clientèle, sollicitent des guides israéliens pour travailler dans les territoires occupés. Il nous fait partager sa



colère de ne pouvoir se rendre à Jérusalem, de ne pouvoir emmener ses enfants à la mer, de ne pouvoir faire du tourisme en France. Nous terminons notre journée par un petit quartier libre qui nous permet de faire quelques emplettes, que vous retrouverez bientôt sur les stands de l'AFPS Alsace.

C'est enfin devant un verre de vin de l'abbaye de Crémisan, située non loin de Beit Jalla et elle-même menacée par la construction du Mur, que nous achevons cette journée.

13/04/16 : Wadi Fukin Hébron



Ce matin, nous nous rendons aux bassins de Salomon, vaste ensemble de réservoirs artificiels qui a longtemps alimenté la ville de Jérusalem via un système d'aqueducs et qui permettait l'irrigation d'une importante vallée fertile. Désormais privatisés et transformés en complexe touristique, ils ont perdu de surcroît une partie de leur alimentation en eau suite aux travaux d'aménagement d'une colonie par les Israéliens. Et il est

interdit aux Palestiniens d'utiliser l'eau restante pour l'irrigation de leurs champs.

En chemin, nous longeons Deisheh, le deuxième plus important camp de réfugiés de Cisjordanie (entre 17 000 et 20 000 habitants). Sur les collines alentour, de vastes terrassements sur 8 km de long se poursuivent pour permettre le développement des colonies existantes, et notamment de Har Gill'o. Les expropriations de terre s'accroissent dans la région. Nous sommes également surpris par l'importance des casses sauvages d'automobiles tout au long du parcours.

Nous sommes attendus par Edmond Shehadeh, du BASR, une association qui lutte pour l'éducation et la santé des Palestiniens. Ce dernier nous décrit son association, qui vient en aide à près de 21 000 Palestiniens par an à travers des programmes d'inclusion des handicapés dans la société, ainsi que des actions en direction des femmes et des plus jeunes : scolarisation et formation professionnelle des



handicapés, hôpitaux pour les malades, ludothèques pour tous les enfants. Très sollicité, y compris par les autorités de Gaza, il souhaite avant tout impulser et apporter son soutien technique aux projets qui lui sont présentés dans une approche résolument concrète. Il insiste sur la nécessité de traiter les troubles psychosociaux chez les enfants, qui découlent de l'Occupation. Il place l'humain au cœur de sa démarche, sans se soucier des orientations politiques ou religieuses de ses interlocuteurs. Engagé dans un partenariat avec le Secours Populaire de Lyon, il forme le vœu de développer celui initié avec le Secours Populaire du Haut-Rhin.

La journée se poursuit à Wadi Fukin, où l'AFPS Alsace soutient différents projets depuis des années. L'action en vue de la plantation de mille oliviers a démarré : 500 arbres ont déjà pris racine sur les hauteurs du village, sur une superficie de 3



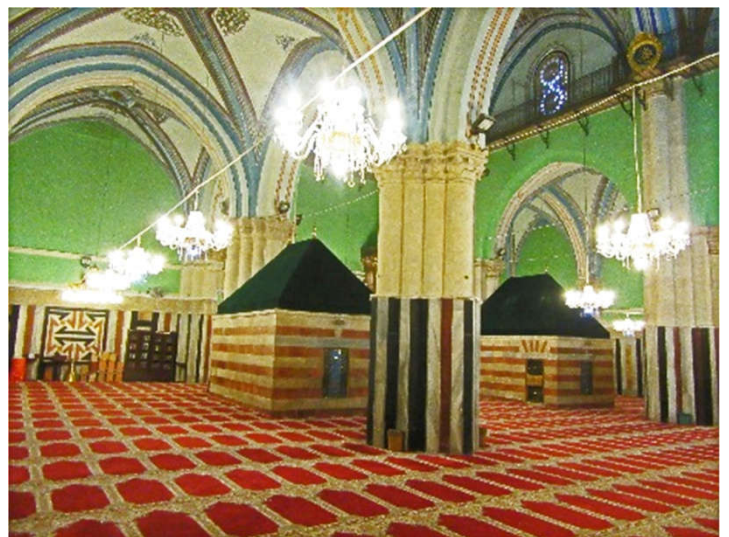
ha, et 500 devraient être plantés dans les mois qui viennent. Nous avons le plaisir de constater que tous les donateurs ont leur nom inscrit sur une plaque à l'entrée du terrain concerné. Après un excellent repas traditionnel, nous rencontrons l'Association des femmes de Wadi Fukin qui nous présente les ateliers et les installations de préparation, de séchage et de conditionnement de

fruits, en partie financées par l'AFPS.

Nous poursuivons notre périple à Hébron, qui compte 400 000 habitants dans la plus vaste région de Cisjordanie (900 000 habitants), dont elle représente à elle seule le tiers de la population totale. Hébron est soumise à un régime spécifique puisque 5 colonies se sont installées au cœur de la vieille ville, et que de nombreuses autres l'encerclent complètement. L'omniprésence militaire (de



2 000 à 4 000 militaires en permanence) et l'intensité des affrontements depuis près de 20 ans témoignent des enjeux stratégiques, liés aux revendications religieuses sur les tombeaux des Patriarches. La mosquée, qui les abrite,



est désormais scindée en deux (partie juive et partie musulmane) depuis qu'un juif fanatique a ouvert le feu en 1994 sur des fidèles musulmans (29 morts et 200 blessés). Un accord, imposé par Israël à la suite de ce massacre, autorise les Juifs à prendre possession de la mosquée durant 15 jours par an, alors que les Palestiniens ne peuvent pas accéder à la partie réservée aux Juifs. Notre guide nous indique que les Israéliens conduisent des travaux sous les tombeaux des

Patriarches, sans que l'on sache réellement quels sont leurs objectifs... Nous déambulons dans les rues totalement désertes du souk, proches de la mosquée, et devons à plusieurs reprises présenter nos passeports aux nombreux barrages militaires. Dans les rues du souk, à plusieurs endroits, les rares passants sont protégés des projectiles (pierres, détritiques en tous genres) lancés des étages supérieurs par les colons grâce à des grilles. De nombreuses maisons arborent le drapeau israélien, et l'on croit rêver lorsqu'on lit sur un mur l'inscription « Free Israël ».

Nous quittons Hébron sous la pluie. Les Palestiniens disent qu'en « mars et en avril, il y a 4 saisons dans la semaine ». Mais quand donc viendra le printemps palestinien ?
